

(N° 404)

Chambre des Représentants

SÉANCE DU 19 JUILLET 1923.

Proposition de loi modifiant l'article 24 de la loi organique
de l'enseignement primaire ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. HEYMAN.

MESSIEURS,

La grave question de la pénurie des instituteurs a préoccupé à diverses reprises les Membres de la Chambre des Représentants. La volonté du Gouvernement de réduire à un nombre de 50 élèves au maximum la population scolaire des classes surpeuplées, a amené dans les grands centres, notamment, le dédoublement de très nombreuses classes. D'autre part, la création de classes nouvelles ou de postes nouveaux, notamment l'ouverture de 500 classes du 4^e degré pour garçons, a augmenté dans des proportions considérables le besoin de nouveaux instituteurs.

Des renseignements officiels, fournis par le Département des Sciences et des Arts, il résulte qu'on comptait l'an dernier, dans la province de Namur, 817 écoles avec une population de 43,195 élèves; sur ces 817 écoles, 118 seulement étaient dotées d'un 4^e degré que fréquentaient 2,180 élèves, soit 4 % de la population totale.

La situation de la Flandre orientale n'est guère plus brillante. Elle comptait, en 1921, 933 écoles dont 355 seulement possédaient un enseignement du 4^e degré fréquenté par 9,588 élèves, garçons et filles, soit 6 % de la population totale.

Pour faire face aux nécessités nouvelles, l'État a dû recourir à des expédients : appel à des institutrices, maintien en fonction d'instituteurs trop âgés, réadmission d'instituteurs retraités.

(1) Proposition de loi, n° 290.

(2) La Commission, présidée par M. AMELOT, était composée de MM. DESTREES, HEYMAN, MAX, POULLET, SEGERS, SIFFER, SOUDAN, SOUPLIT.

Quel est exactement le chiffre de ces derniers postes. D'après des supputations basées sur la statistique fournie par les bureaux ministériels pour l'année 1921, le nombre des institutrices employées dans les écoles, soit uniquement de garçons, soit mixtes, serait de 2,771. Ce qui constituerait une proportion de 25 institutrices pour 100 instituteurs.

Quant au nombre des instituteurs retraités ou en âge de retraite maintenus au service de l'enseignement, nous n'avons pu nous procurer de données certaines que par une enquête secrète, forcément limitée. Eh bien ! c'est par centaines que l'on compte des instituteurs dans ce cas.

Pour satisfaire aux besoins de personnel de notre enseignement, il faudrait non les 581 jeunes gens qui achèvent de subir en ce moment leur examen devant aboutir à la possession de leur titre de capacité, mais plusieurs milliers. Le dernier rapport de M. Gollier sur le Budget des Sciences et des Arts a jeté un triste jour sur la lamentable situation de notre enseignement primaire.

Aussi, des mesures urgentes de garçons s'imposent-elles pour doter toutes nos classes de titulaires en situation de remplir leur noble mission éducatrice.

Il faut faire appel, dans le plus bref délai possible, à toutes les bonnes volontés mises au service des dispositions intellectuelles requises pour la profession d'instituteur.

Tel est le cas notamment des jeunes gens ayant réussi la première épreuve devant le jury de l'article 24. Durant la période 1909-1922, 1,050 candidats ont subi, avec succès, les examens de ce genre. La majeure partie d'entre eux ont donc affronté la carrière de l'enseignement sans avoir suivi les cours d'une école normale. N'est-il pas logique de leur accorder la faculté de suivre, durant un an, les cours de la dernière année normale ? Ce sera tout profit pour notre enseignement primaire. Ce sera aussi un motif pour un plus grand nombre de candidats d'affronter cet examen. D'où découlera le résultat cherché : l'accroissement du nombre d'instituteurs.

Il est une autre catégorie de jeunes gens qui, en peu de temps, acquerraient les aptitudes pédagogiques voulues pour enseigner dans nos écoles primaires. M. le Ministre Nolf, contresignant les arrêtés royaux des 22 et 23 mars derniers, déclarait admissibles directement en 2^e année de section normale moyenne, moyennant examen, ou en 1^{re} année, sans examen, les porteurs du certificat homologué d'études moyennes complètes. Ces arrêtés royaux contenaient en germe le présent projet de loi, la section normale moyenne étant supérieure à l'école normale proprement dite. Ce qui était autorisé pour l'un le devenait fatalement pour l'autre.

Une campagne de presse des plus passionnée s'est tout à coup déchaînée à l'occasion de ce projet de loi. Tandis que les arrêtés royaux mentionnés ci-dessus passaient presque inaperçus, des esprits éminents se sont fait les apologistes ou les détracteurs de la nouvelle proposition. Depuis longtemps des pédagogues de valeur appartenant à tous les partis avaient caressé l'espoir de substituer au régime des écoles normales actuelles un statut nouveau. Parmi ces personnalités les journaux ont mis en vedette les noms de M. Edouard Lamotte, ancien directeur d'école moyenne, à Bruxelles; de M. Mirguet, l'estimé directeur hono-

raire de l'École normale de Huy; de M. Hendrix, directeur de l'École normale communale de Liège. Ce dernier a présenté sur la question, au Conseil de perfectionnement de l'Enseignement primaire, un rapport des plus remarquable, résultat d'une longue expérience de l'enseignement normal.

Les partenaires tout autant que les adversaires ont donné au projet une ampleur qu'il n'a pas. Le projet ne prétend pas révolutionner les écoles normales; il veut accroître le nombre des instituteurs en donnant une rapide formation à certaines catégories de jeunes gens que leurs études antérieures mettent à même de conquérir en une année les notions pédagogiques et méthodologiques strictement indispensables pour débiter dans l'enseignement.

A propos de ce projet, certains esprits ont rêvé la transformation des écoles normales en athénées complétés par une ou deux années d'études pédagogiques et une année de stage. Et ils auraient voulu qu'on élargisse le cadre du projet. A leur insu probablement, satisfaction leur est accordée par la combinaison du projet actuel avec le dernier article du nouveau règlement des écoles normales, donné par arrêté royal du 30 mars dernier et contresigné par M. le Ministre Nolf. Avec cette largeur de vue et cette saine conception de la liberté qu'à maintes reprises la Chambre a admiré chez notre Ministre des Sciences et des Arts, il a par l'article 31 que nous aurions voulu voir étendre à toutes les écoles normales, promis d'accorder dispense du règlement édicté lorsque la raison alléguée sera l'essai de conceptions nouvelles en matière d'enseignement normal. La Chambre sera unanime à louer cette heureuse compréhension de la liberté en matière d'expériences pédagogiques.

Votre Commission vous propose l'adoption d'urgence de la proposition de loi de MM. Gollier et consorts.

Le Rapporteur,

HENRI HEYMAN.

Le Président,

AMELOT.

(4)

(Nr 404)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 JUNI 1923.

Wetsvoorstel houdende wijziging van artikel 24 der wet tot regeling van het lager onderwijs (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

De leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers hebben zich herhaaldelijk bekommerd om het ernstige vraagstuk van het gebrek aan onderwijzers. Het feit dat de Regeering het getal leerlingen op 50 per klas heeft beperkt, gaf namelijk in de volkrijke centra's aanleiding tot de splitsing van vele klassen. Anderzijds werd door de oprichting van nieuwe klassen of nieuwe posten, namelijk de opening van 500 jongensklassen voor den 4ⁿ graad, de behoefte aan nieuwe onderwijzers op aanzienlijke wijze verhoogd.

Uit officieele inlichtingen van het Departement van Kunsten en Wetenschappen blijkt, dat men, tijdens het verlopen jaar in de provincie Namen, 817 scholen aantrof met eene bevolking van 43,195 leerlingen; onder deze 817 scholen waren er slechts 118 die den 4ⁿ graad bezitten met 2,180 leerlingen, dat is 4 t. h. van de geheele bevolking.

De toestand is niet veel beter in Oost-Vlaanderen. In 1921 bestonden daar 933 scholen waarvan slechts 355 het onderwijs in den 4ⁿ graad bezitten, met 9,588 leerlingen, jongens en meisjes, dat is 6 t. h. van de geheele bevolking.

Om in deze eischen te voorzien was de Staat verplicht, beroep te doen op onderwijzeressen, onderwijzers van hoogen leeftijd in hun ambt te behouden, gepensioneerde onderwijzers terug tot hun ambt te roepen.

(1) Wetsvoorstel, nr 290.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer AMÉLOT, bestond uit de heeren DESTREE, HEYMAN, MAX, POULLET, SEGERS, SIFFER, SOUDAN en SOUPLIT.

Welk is het juiste cijfer van deze laatste posten? Volgens de statistiek door de ministerieele bureelen voor het jaar 1921 overgemaakt, bedraagt het getal onderwijzeressen, hetzij in de jongensscholen, hetzij in de gemengde scholen, 2,771, dat is 23 onderwijzeressen tegen 100 onderwijzers.

Over het getal gepensioneerde onderwijzers, of onderwijzers die den leeftijd van het pensioen hebben bereikt en in het onderwijs werden teruggeroepen of behouden, konden wij slechts persoonlijke dus noodzakelijkerwijs beperkte inlichtingen bekomen. Nu, wij hebben bevonden dat honderden onderwijzers in dit geval verkeerden.

Om in de behoeften van ons onderwijs in zake personeel te voorzien zijn de 381 jongelieden, die thans hunne studiën voleinden om het bekwaamheidsdiploma te bekomen, geenszins voldoende; duizenden zouden er noodig zijn. Uit het jongste verslag van den heer Gollier over de Begrooting van Kunsten en Wetenschappen blijkt in welk ellendigen toestand ons lager onderwijs verkeert.

Hoogdringend dienen maatregelen te worden getroffen om onze klassen van titularissen te voorzien, die in staat zijn de edele taak van opvoeder te vervullen.

Binnen den kortst mogelijken tijd moet beroep worden gedaan op al de mannen van goeden wil die de verstandelijke vermogens bezitten om het ambt van onderwijzer uit te oefenen.

Dit is eigenlijk het geval voor de jongelieden die geslaagd zijn in de eerste proef voor de jury in artikel 24 bedoeld. Gedurende het tijdvak 1909-1922 zijn 1,050 kandidaten in de examens van dien aard geslaagd. Het grootste deel onder hen hebben zich dus aan de loopbaan van onderwijzer gewaagd zonder de leergangen van eene normaalschool te hebben gevolgd. Is het niet logisch hun toe te laten de lessen van het laatste jaar normaalschool te volgen? Ons lager onderwijs kan er enkel bij winnen. Het zal tevens eene aansporing zijn voor een grooter getal kandidaten dit examen aan te durven. Het nagestreefde resultaat zal er uit volgen: eene vermeerdering van het getal onderwijzers.

Er is eene andere categorie van jongelieden die op weinig tijd de vereischte pedagogische bekwaamheid verwierven om in onze lagere scholen te onderwijzen.

Toen minister Nolf de koninklijke besluiten van 22 en 23 Maart l. l. tegen teekende, verklaarde hij dat de bezitters van een gehomologeerd certificaat van volledige middelbare studiën rechtstreeks mochten aangenomen worden in het 2^{de} jaar van de middelbare normale afdeeling, mits een examen, of in het 1^{ste} jaar, zonder examen. In deze koninklijke besluiten lag de kiem van het tegenwoordig wetsontwerp, daar de middelbare normale afdeeling boven de eigenlijke normaalschool staat. Wat aan de eene toegelaten was moest natuurlijk aan de andere toegelaten worden.

Eene zeer vinnige perscampagne is opeens losgebroken naar aanleiding van dit wetsontwerp. Terwijl hooger genoemde koninklijke besluiten bijna onopgemerkt voorbijgingen, zijn zeer merkwaardige geesten opgetreden als voorstanders of tegenstanders van het nieuwe voorstel. Sedert lang reeds hadden waardevolle opvoedkundigen, uit alle partijen, de hoop gekoesterd het stelsel der tegenwoordige normaalscholen te kunnen vervangen door een nieuw statuut. Onder deze personaliteiten hebben de dagbladen de namen vooruitgezet vanden heer Edouard

Lamotte, ex-bestuurder eener middelbare school, te Brussel; van den heer Mirguet, de geachte eere-bestuurder van de normaalschool te Hoei; van den heer Hendrix, bestuurder van de gemeentelijke normaalschool, te Luik.

Laatsgenoemde heeft in den Verbeteringsraad van het lager onderwijs over het vraagstuk een zeer merkwaardig verslag ingediend, dat de uitslag is van eene jarenlange ervaring in het normaal onderwijs.

Voor- en tegenstanders hebben aan het ontwerp een omvang gegeven die het niet heeft. Het ontwerp wil de normaalscholen niet het onderste boven keeren, het wil het getal onderwijzers vermeerderen door eene snelle voorbereiding van zekere categorieën van jongelieden die door hunne vroegere studiën in staat zijn gesteld in één jaar de volstrekt noodzakelijke pedagogische en methodologische kennis op te doen om hun onderwijzersloopbaan aan te vangen.

Daar zijn er die, naar aanleiding van dit ontwerp, gedroomd hebben van eene hervorming van de normaalscholen in atheneums, volledig door een of twee jaren pedagogische studiën en een jaar stage. En zij hadden graag het kader van dit ontwerp verruimd. Hun werd, denkelijk buiten hun weten, voldoening geschonken door het samensmelten van dit ontwerp met het laatste artikel van het nieuwe reglement der normaalscholen, vastgesteld bij Koninklijk besluit van 30 Maart laatstleden en tegengeteekend door Minister Nolf. Met den ruimen blik en de gegronde opvatting van de vrijheid, die de Kamer herhaaldelijk bij onzen Minister van Kunsten en Wetenschappen heeft kunnen bewonderen, heeft hij in artikel 31, dat wij graag hadden zien uitgebreid tot al de normaalscholen, de belofte gelegd ontheffing van het voorgeschreven reglement te verleen, wanneer de aangehaalde reden zal zijn : de proef te nemen met nieuwe opvattingen in zake normaalonderwijs. De Kamer zal eensgezind deze wijze opvatting van de vrijheid, in zake pedagogische ervaringen, prijzen.

Uwe Commissie stelt u voor onverwijld het wetsvoorstel van de heereu Gollier c. s. aan te nemen.

De Verslaggever,
HENDRIK HEYMAN.

De Voorzitter,
AMELOT.

(4)

ANNEXE AU N° 405.

Proposition de loi tendant à organiser la consultation des quatre provinces flamandes sur le maintien ou la suppression de l'Université française de Gand.

ARTICLE PREMIER.

Dans les deux mois de la promulgation de la présente loi, les électeurs généraux des provinces d'Anvers, Limbourg et des deux Flandres, seront convoqués afin d'émettre leur avis sur le maintien ou la suppression de l'Université française de Gand.

ART. 2.

Chaque électeur recevra un bulletin portant en suscription les mots : « A-t-il lieu de transformer l'Université française de Gand en Université flamande ».

La partie inférieure du bulletin sera divisée en deux compartiments.

Celui de gauche portera le mot : « oui » au-dessous duquel figurera un dispositif du modèle de la case de texte usitée pour les élections.

Celui de droite portera le mot : « non » au-dessous d'un dispositif identique.

L'électeur exprimera son opinion en noircissant le point blanc sous le mot « oui » ou sous le mot « non ».

BIJLAGE VAN N° 405.

Wetsvoorstel tot inrichting eener raadpleging van de vier Vlaamsche provinciën over het behouden of het afschaffen van de Fransche Hoogeschool te Gent.

EERSTE ARTIKEL.

Binnen twee maanden na de afkondiging dezer wet worden de Kamerkiezers in de provinciën Antwerpen, Limburg en de beide Vlaanderen opgeroepen om hunne meening te doen kennen over het behouden of het afschaffen van de Fransche Hoogeschool te Gent.

ART. 2.

Aan elken kiezer wordt een stembrief overhandigd, dragende bovenaan de woorden : « Is het noodig, de Fransche Hoogeschool te Gent te hervormen in Vlaamsche Hoogeschool? »

Het ondergedeelte van den stembrief wordt in twee vakken verdeeld.

In het linkervak staat het woord : « ja » en daaronder komt een stemvakje voor zooals het hoofdvakje, bij de verkiezingen gebruikt.

In het rechtvak staat het woord : « neen » en daaronder komt een dergelijk stemvakje voor.

De kiezer doet zijne meening kennen door het witte punt, onder het woord « ja » of onder het woord « neen », zwart te maken.

ART. 3.

Tout bulletin portant une autre indication, émise par l'électeur, que celle ci-dessus prévue, sera nul.

ART. 4.

Le vote est obligatoire et secret. Il aura lieu à la commune.

ART. 5.

Un arrêté royal prescrira les mesures relatives à l'établissement des bulletins, à la convocation des électeurs, à la composition et à l'installation des bureaux de votes, aux opérations de vote et au dépouillement du scrutin.

ART. 6.

Les pénalités prévues par les titres VI et VII du Code électoral seront applicables aux opérations de vote organisées par la présente loi.

ART. 7.

Le résultat du scrutin, établi par commune, sera communiqué aux Chambres, dans les quinze jours, par les soins du Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

ART. 3.

Ongeldig zijn de stembrieven, waarop de kiezer iets anders heeft vermeld dan wat hierboven is voorzien.

ART. 4.

De stemming is verplichtend en geheim. Zij geschiedt in elke gemeente.

ART. 5.

Bij Koninklijk besluit worden de maatregelen voorgeschreven betreffende het opmaken der stembrieven, de oproeping der kiezers, de samenstelling en de inrichting der stembureelen, de stemverrichtingen en de opneming der stemming.

ART. 6.

De strafbepalingen, voorzien bij de titels VI en VII van het Kieswetboek, zijn toepasselijk op de bij deze wet ingestelde stemverrichtingen.

ART. 7.

De uitslag der stemming, vastgesteld per gemeente, wordt, binnen vijftien dagen, door den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid aan de Kamers overgemaakt.

JULES MATHIEU.

EUGÈNE SOUDAN.

F. FISCHER.
